

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LA CRÉATION D'UN SYNDICAT CANADIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je voudrais poser une question au premier ministre, monsieur le Président. Lorsqu'il a déclaré à New York en termes ronflants que le Canada était ouvert aux gens d'affaires, le premier ministre avait-il à l'esprit les déclarations de dirigeants des sociétés General Motors et Chrysler parues dans un journal de New York selon lesquelles la décision des travailleurs de l'automobile du Canada de créer leur propre syndicat, ce qui est certainement leur droit le plus fondamental, menaçait les investissements américains au Canada dans le secteur de l'automobile et du même coup, des emplois? Est-ce là le genre de climat propice aux affaires qu'il avait à l'esprit à New York?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Selon moi, mon très honorable collègue confond peut-être deux déclarations, monsieur le Président. Tout d'abord, j'ai déclaré que l'investissement étranger était le bienvenu, afin de nous aider à créer les emplois qui nous font défaut. Cependant, lorsqu'après le repas on m'a demandé ce que je pensais de la décision de M. White, j'ai déclaré que M. White était à mon avis un dirigeant syndical réfléchi et compétent et que s'il avait jugé qu'il était dans son intérêt et dans celui du Canada d'agir ainsi, il avait droit à nos encouragements et à nos meilleurs vœux de succès.

L'INVESTISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ GENERAL MOTORS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, dès la toute première période des questions, le 7 novembre, j'ai signalé au premier ministre les craintes que j'avais au sujet d'un investissement de la société General Motors au Canada à cause des divergences de vues entre les syndicats américain et canadien. A ce moment-là, le premier ministre a promis, et permettez-moi de citer ses paroles: «... le ministre et moi-même allons en discuter avec les dirigeants de cette société».

Le premier ministre a-t-il tenu cette promesse? A-t-il rencontré les dirigeants de la société General Motors? Que pense-t-il, suite à ces entretiens, de la menace récente de la société General Motors de réduire ses investissements au Canada à la suite de la création d'un syndicat distinct au Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je n'ai pas vu ce que mon honorable collègue qualifie de menace, monsieur le Président. Je n'ai rien vu de tel. Je serais aussi conscient que lui, je le suppose, si c'était vraiment le cas. D'aucuns se demandent ce qu'il va advenir du Pacte de l'automobile en cas de séparation, mais je pense encore, et je suis persuadé que tous les députés souscriront à ce point de vue, que les dirigeants syndicaux canadiens ont tout à fait le droit de prendre les décisions qu'ils jugent dans l'intérêt de leurs membres et que les députés les encourageront à le faire.

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous partageons ce point de vue et j'ai voulu plutôt parler des

conversations promises entre la compagnie General Motors et le premier ministre.

LES RUMEURS RELATIVES À L'ACHAT PAR DES ÉTRANGERS DES COMPAGNIES DE HAVILLAND ET CANADAIR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Sur le même sujet, monsieur le Président, soit les relations avec les États-Unis, les rumeurs d'achat des compagnies de Havilland et Canadair par des étrangers persistent. Dans ma réponse au discours du trône, j'ai fait état à plusieurs reprises de mon inquiétude au sujet de cette possibilité.

Est-ce que le très honorable premier ministre peut nous assurer que, s'il y a des achats par des étrangers de ces compagnies aéronautiques, il y aura une occasion prévue par la Chambre des communes pour faire un examen total de ces transactions?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): A ce que je sache, monsieur le Président, il n'y a pas de groupements ou un nombre imposant de compagnies ou de sociétés, soit canadiennes ou étrangères, qui se mettent en ligne pour acheter les actifs dont il est question. S'il y avait un changement, je m'empresserai de tenir au courant l'honorable député.

* * *

● (1420)

[Traduction]

LE COMMERCE

LES INTERDICTIONS DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Celui-ci n'ignore sûrement pas que les États-Unis et beaucoup d'autres pays ont une réglementation très complexe qui leur permet de contrôler les échanges commerciaux et de limiter les investissements étrangers dans leur pays. Quand le premier ministre parle de nos bons amis et de nos voisins, je suppose qu'il pense à une relation réciproque. Peut-il nous dire si l'un de ses ministres a effectué des démarches auprès des États-Unis ou d'autres pays pour les inciter à éliminer les interdictions et les autres choses qui entravent les investissements et le commerce, puisque le gouvernement a décidé de démanteler L'AEIE?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je l'avais déjà fait en maintes occasions, j'ai dit explicitement dans mon discours de New York que le protectionnisme était notre ennemi commun. J'ai souligné les problèmes inhérents à certaines attitudes qu'on trouve au Congrès des États-Unis et qui pourraient se traduire par des mesures protectionnistes susceptibles de nuire, par inadvertance ou autrement, aux intérêts canadiens. J'ai déclaré que les intérêts canadiens étaient privilégiés et qu'il fallait appliquer le principe de la réciprocité. Je suis même allé plus loin. J'ai déclaré que, si j'étais le Président des États-Unis, je me dirais en me réveillant le matin: «Que le Canada soit béni! Que puis-je faire pour le Canada aujourd'hui? C'est le meilleur ami qu'on puisse imaginer».